

gestion, et leur apport au programme d'aide canadien en Afrique est considérable. Ils travaillent en étroite collaboration avec l'ACDI afin de recruter des enseignants et des experts. Le Québec est actuellement à l'avant-garde de cette forme de participation et collabore avec l'ACDI à l'exécution de quatre grands projets en Afrique. Cette situation démontre comment tous les niveaux de gouvernement du pays peuvent travailler ensemble à l'étranger.

Il me faut reconnaître toutefois que la plupart de nos missions en Afrique sont encore assez petites et que leur personnel a une charge très lourde, particulièrement en ce qui touche les pays de non-résidence. Par exemple, le nombre de nos surveillants par rapport à nos programmes d'aide est de loin inférieur à celui de certains autres pays, particulièrement des Etats-Unis. Les responsabilités de nos missions ne se résument pas non plus à la simple administration des programmes d'aide. L'augmentation rapide du nombre de voyageurs canadiens en Afrique provoque une augmentation correspondante du travail consulaire. De pair avec cet afflux d'hommes d'affaires, d'experts techniques et de conseillers, la question des échanges commerciaux et culturels prend une nouvelle dimension.

Pourtant on nous demande: "Que faisons-nous en Afrique?" Essentiellement, le Canada ne peut se permettre de s'isoler d'un phénomène qu'André Malraux a décrit avec justesse comme l'une des plus importantes étapes de l'histoire du XX^e siècle, celle de l'accession de centaines de millions d'Africains à l'autonomie et à l'indépendance. Nous sommes un peuple ouvert sur l'extérieur et tenu de l'être parce que notre existence même en dépend. Si nous tournons nos regards vers l'Est, nous y verrons l'Afrique tout aussi bien que l'Europe.

Nos deux langues officielles sont les deux langues européennes les plus utilisées en Afrique; la politique linguistique du Gouvernement est donc un atout sur ce continent. De plus il semble que le caractère bilingue du Canada est bien reflété dans la répartition linguistique des jeunes Canadiens qui oeuvrent en Afrique. J'ajouterais que le Canada a atteint un degré élevé de compétence technique; or, la technologie est un des éléments essentiels du développement.

Même si le baume du temps a quelque peu relâché les tensions entre les nouveaux Etats africains et leurs anciens maîtres, dans bon nombre de cas les gouvernements de ces Etats préfèrent toujours traiter avec un pays comme le Canada, sans passé colonial. D'ailleurs, j'ai le sentiment personnel que nous n'avons pas toujours su répondre à l'attente des pays africains. Pour reprendre le mot d'ordre de Madison Avenue, "nous devons faire mieux" et c'est mon intention.

Je veux maintenant brosser les grandes lignes du cadre politique et culturel de la diplomatie canadienne en Afrique.